Introduction aux débats de la table ronde

Autor(en): **Nicole, Gaston**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **47 (1989)**

Heft 3

PDF erstellt am: **14.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-139847

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Introduction aux débats de la table ronde

Gaston Nicole,
Chef du département des actualités
de la Télévision Suisse Romande,
Genève

Avant d'ouvrir la discussion, je tiens à relever d'abord qu'en Suisse, ces 10 dernières années ont été marquées par une profonde évolution dans le domaine qui nous intéresse. En effet, dans les années 70, il n'y avait littéralement aucune espèce de débat entre les représentants de l'économie et les tenants de l'écologie; c'était, si l'on peut dire, un dialogue de sourds. Aujourd'hui, l'entente entre les deux groupes est loin d'être parfaite, car il y a encore des intérêts fort divergents qui séparent les représentants de l'économie des militants de l'écologie mais, tout de même, un dialogue s'est ouvert. De plus, un autre élément est apparu qui oblige chacun à revoir ses positions: c'est l'évolution de l'opinion publique qui est beaucoup plus réceptive et nuancée aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années. Dans le débat politico-économique qui s'est ouvert, les uns et les autres se posent maintenant des questions. Sous la pression de l'opinion publique, le monde politique — Confédération, cantons, communes — a graduellement progressé et élaboré des lois sur la protection de la nature, l'écologie, l'énergie, l'aménagement du territoire, etc. Il est même arrivé que des catastrophes écologiques — je pense à la mort des forêts — provoquent un état de choc parmi les parlementaires, notamment suisses alémaniques.

Dans cette évolution générale, la Suisse occupe, en Europe, une position relativement avancée, notre pays faisant partie du petit groupe des nations qui — du sud au nord — tient compte des problèmes écologiques.

Je vois à cela deux ou trois raisons et je commencerai par la dernière. Il est en effet vrai que la Suisse appartient plutôt au camp des «nordistes» qu'à celui des «sudistes». Or, les gens du Nord sont peut-être plus sensibles que ceux du Sud aux atteintes portées au patrimoine naturel. Je vois encore deux autres faits qui rendent notre pays très sensible à ces atteintes: d'une part, nous sommes si nombreux à vivre dans un espace si limité que nous y sommes de plus en plus serrés et que nous apprécions à sa juste valeur la finitude de la nature.

La troisième raison qui nous rend réceptifs aux exigences de la protection de la nature et de l'aménagement du territoire, c'est notre aisance économique: elle nous permet de réaliser des projets qui paraissent encore luxueux ailleurs. Nous sommes en effet en mesure de penser à la qualité de la vie, de donner une priorité à ces problèmes-là au lieu de nous limiter aux problèmes de survie (exploitation à outrance des richesses naturelles, création d'emplois à tout prix), ce qui est le lot de plusieurs autres nations. Pour toutes ces raisons, la Suisse n'est pas tout à fait sur la même ligne de départ que d'autres pays qui — même en Europe — sont à certains égards — un peu en retrait.

Cela dit, nous allons aborder maintenant certains problèmes et certaines propositions présentés par M. Guy-Olivier Segond.

Nous pourrions orienter le débat en le plaçant sous le signe de la croissance qui devrait être celle de la Suisse, croissance qualitative bien entendu mais que faut-il entendre par là?

Ce faisant, nous serons amenés à évoquer certains problèmes précis liés au développement de l'économie en fonction des besoins de l'écologie.

Nous devrons voir aussi dans quelle mesure la Suisse doit chercher la solution de ces problèmes en fonction de la solidarité avec l'étranger, notamment avec les pays de la CEE.

Pour ouvrir le débat, je poserai d'abord la question suivante à Me Jacques Morier-Genoud, président de la Ligue suisse pour la protection de la nature: les écologistes sont-ils au fond d'avis qu'il faudrait en rester à une sorte de «croissance zéro»?

En constatant le degré de pollution de l'air, on souhaiterait certes que l'atmosphère retrouve sa pureté des années 50; devant l'ampleur de l'urbanisation et la multiplication des autoroutes, on est bien tenté d'arrêter le bétonnage. Mais on constate d'autre part que le nombre des véhicules augmente et qu'il y a une réelle pénurie de logements dans plusieurs villes suisses. Parallèlement, certains milieux agricoles ou écologistes s'opposent presque systématiquement aux nouvelles constructions et autoroutes, parce qu'elles entraînent la disparition de nouveaux terrains. Y a-t-il une volonté de blocage de la croissance?